

Microélectronique grenobloise: Un renoncement productif à venir?



Avec 6400 salariés directs sur l'agglomération sur les sites de STMicroelectronics(STM) et ST Ericsson (STE) Crolles et Grenoble, cette industrie constitue une des bases du bassin d'emploi. Dans l'agglomération Grenobloise, ce sont des dizaines de milliers d'emplois directs, sans compter les emplois indirects recherche, formation, laboratoires de développement, grosses (SOITEC), moyennes ou petites entreprises travaillent directement pour la filière. Notre entreprise STM/STE (ex Thomson) a une longue histoire issue d'une volonté industrielle. Au fil des années, sur le bassin grenoblois, nous constatons un renoncement progressif à faire de la recherche, de la production ou de la conception dans notre domaine.

Aujourd'hui c'est l'abandon dans la téléphonie mobile et les tablettes qui est en cause : 20% du marché mondial. Le secteur le plus en expansion dans la microélectronique. C'est plus de 650 salariés menacés à Grenoble et une fragilisation directe des sites de Crolles car toute la technologie est tirée par la téléphonie. Et sans elle, pas de débouché industriel de pointe et un risque sur les milliers d'emplois à STM Crolles et à SOITEC (sans compter des milliers d'autres emplois en France et dans le monde).

Nous sommes conscients que comme dans toute activité industrielle, on peut dénoncer les consommations de masse, les méthodes de production polluantes. Nous savons que notre industrie ne peut échapper à ces critiques. Le débat actuel ne porte pas sur ce sujet, mais tout simplement de savoir si ici, en France et même en Europe (car nous restons la seule entreprise européenne du secteur), nous voulons encore concevoir et produire des téléphones et des tablettes. Qui peut en décider ? L'Etat. Car l'Etat français et l'Etat italien ont une part déterminante dans l'actionnariat de notre entreprise anciennement nationalisée. Bien sûr nous avons réclamé en son temps le maintien de la gestion publique et lutté contre la mise en Bourse. Bien sûr nous protestons contre les distributions honteuses de dividendes alors que l'entreprise est subventionnée.

Nous avons interpellé ces derniers mois les ministres :MetMmes Moscovici, Montebourg, Fleur-Pellerin et ici Fioraso ou le maire de Grenoble. Aucun rendez-vous n'est plus accepté, aucune réponse sérieuse. Que va devenir notre secteur ? Quelle est la suite du programme de recherche et industrie intitulé nano2017 ? Nous interpellons ce jour le Président de la République.

Notre histoire va-t-elle ressembler à d'autres renoncements productifs, aux délocalisations qui tuent les territoires ?

C'est l'ensemble de la population grenobloise que nous prenons à témoin.

Signé : syndicat CGT STmicroelectronics et STEricsson Grenoble